

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 808 / Septembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ème} TRIMESTRE 2024

Le ralentissement de l'économie martiniquaise se confirme sur fond de perspectives incertaines

Au deuxième trimestre de l'année 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de nouveau pour s'établir à 98,6 (-1,8 point par rapport au premier trimestre). En baisse de 4,7 points depuis le début d'année, il évolue désormais à un niveau inférieur à sa moyenne de long terme, soit au plus bas depuis le premier trimestre 2021. Le trimestre a été notamment marqué par une situation inédite de sécheresse, qui a conduit le Préfet à placer le territoire en crise sécheresse pour la première fois de son histoire.

Selon l'enquête, le ralentissement de l'économie, déjà perceptible au premier trimestre, se confirme au regard d'une activité qui a de nouveau légèrement fléchi au deuxième trimestre. Par ailleurs, de plus en plus de chefs d'entreprises anticipent une détérioration au prochain trimestre, laissant craindre une poursuite de la dégradation ces prochains mois.

La consommation des ménages semble fragilisée, dans un contexte inflationniste, dont l'évolution tend cependant à se stabiliser. L'emploi ne progresse plus (+0,1 % au premier trimestre) et le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse ce trimestre (+0,6 %) pour la première fois depuis 4 ans (juin 2020).

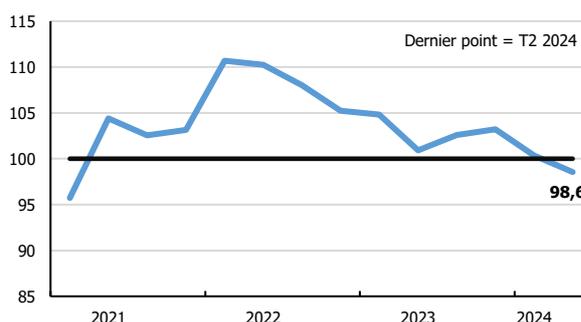
L'indicateur du climat des affaires affiche un nouveau recul

Au deuxième trimestre de l'année 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 98,6 (-1,8 point par rapport au premier trimestre). Cette baisse fait suite à celle enregistrée au premier trimestre (-2,9 points), et confirme ainsi la tendance au ralentissement de l'économie sur la première partie de l'année 2024.

Les perspectives pour les mois à venir sont incertaines, et plutôt défavorables : les chefs d'entreprises interrogés anticipent majoritairement une détérioration du contexte économique général. La composante future de l'enquête (anticipations sur le prochain trimestre), explique en effet l'essentiel du recul de l'ICA sur le trimestre, traduisant des craintes prégnantes notamment en ce qui concerne le niveau d'activité.

Pour autant, certains signaux résistent encore. Après une dégradation au premier trimestre, les soldes d'opinion sur l'emploi se sont stabilisés au deuxième trimestre et les chefs d'entreprises expriment toujours une volonté d'investir, même si la dynamique s'essouffle un peu ce trimestre.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La hausse des prix sur 1 an tend à se stabiliser

Les prix à la consommation sont en très légère baisse à fin juin 2024 par rapport à fin mars (-0,2 %). Les prix de l'alimentation progressent de 0,6 %, ceux des produits manufacturés de 0,4 %, et ceux de l'énergie de 0,5 %. Les prix des services baissent de 0,9 %.

Les prix ont progressé en variation annuelle (+3,2 % sur 12 mois glissants à la fin du 2^{ème} trimestre). Les prix de l'énergie ont augmenté de 11,5 % sur un an et ceux de l'alimentation de 3,8 %. En glissement annuel, la hausse des prix est supérieure au niveau national (+2,2 %).

Ce constat de ralentissement de la hausse des prix est confirmé par les résultats de l'enquête de conjoncture. Les entreprises sont deux fois moins nombreuses à avoir déclaré une hausse des prix de vente que le trimestre précédent.

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Au premier trimestre 2024, les effectifs salariés sont en très légère progression (+0,1 % sur le trimestre, +1,1 % sur un an). L'évolution des soldes d'opinion sur l'emploi semble corroborer ce constat de stabilisation du marché du travail.

Pour autant, après quinze trimestres de baisse consécutifs, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) enregistre une progression de 0,7 % au deuxième trimestre. Il s'établit à 41 780 (CVS) et s'inscrit en recul sur un an (-2,3 %). Les jeunes de moins de 25 ans et les femmes connaissent les hausses les plus significatives (respectivement +1,5 % et +1,2 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent défavorablement ce trimestre avec une hausse sensible du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement (+13,4 % par rapport au premier trimestre, +43,6 % par rapport au deuxième trimestre 2023). En revanche, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire recule (-1,5 % par rapport au premier trimestre), tout comme les incidents sur chèques (-4,1 %) et les retraits de carte bancaire (-10,3 %).

La consommation des ménages se fragilise

Les signaux d'une fragilisation de la consommation se multiplient. Le solde d'opinion sur le niveau d'activité dans le secteur commerce a basculé en territoire négatif en 2024. Le chiffre d'affaires des enseignes de la grande distribution recule de 1,6 % ce trimestre (CVS), tout comme les recettes de TVA (-0,8 %, CVS) et d'octroi de mer (-1,7 %, CVS).

Ce constat est corroboré par la baisse des importations de biens de consommation par rapport au deuxième trimestre 2023, aussi bien en valeur (-1,2 %, CVS), qu'en volume (-0,6 %, CVS).

Le marché de l'automobile neuve est en revanche bien orienté avec une hausse des ventes de 8,7 % ce trimestre (CVS).

Les investissements des entreprises restent résilients

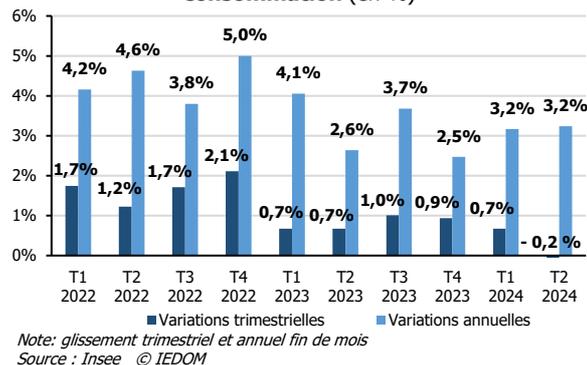
Selon l'enquête, environ la moitié des entreprises prévoient d'investir dans les douze prochains mois. Les intentions d'investir sont particulièrement marquées dans les secteurs des autres industries, du commerce et du tourisme. Elles se stabilisent pour les industries agroalimentaires et sont en baisse dans les secteurs du BTP et des services aux entreprises. Les encours des crédits d'investissement des entreprises progressent de 0,9 % par rapport au premier trimestre.

Les immatriculations de véhicules utilitaires connaissent une baisse marquée ce trimestre avec une chute de 11,5 % (CVS) sur le trimestre, soit un recul de 6,2 % (CVS) sur un an.

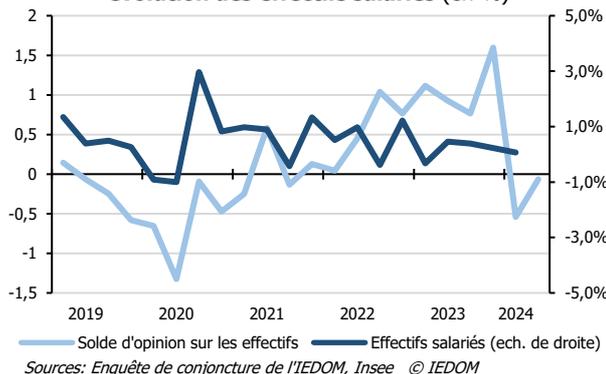
En cumul sur douze mois, le nombre de défaillances d'entreprise s'établit à 410, contre 388 en juin 2023, soit +5,7 % en un an.

Au deuxième trimestre, selon l'enquête de conjoncture, environ 7 % des chefs d'entreprise craignent une défaillance dans les douze prochains mois, un taux légèrement inférieur au trimestre précédent.

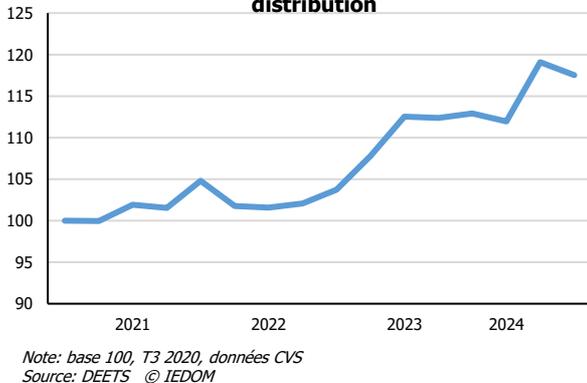
Évolution de l'indice des prix à la consommation (en %)



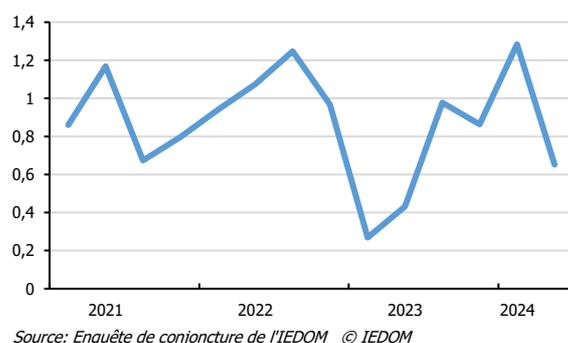
Solde d'opinion sur les effectifs et évolution des effectifs salariés (en %)



Évolution du chiffre d'affaires de la grande distribution



Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Le déficit commercial se réduit ce trimestre

Les importations hors produits pétroliers se contractent ce trimestre (-3,5 %, CVS). Cela s'explique par la baisse des importations de matériels de transport (-8,1 %, CVS), et des autres produits industriels (-23,6 %, CVS). En revanche les importations de produits agricoles et de produits agroalimentaires progressent ce trimestre (respectivement +10,4 % et +4,8 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers reculent également (-5,5 %, CVS). Les exportations de produits agricoles (-16,8 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-3,4 %, CVS) expliquent cette tendance.

Les exportations de produits pétroliers progressent fortement ce trimestre (+283,3 %, CVS). Les importations de produits pétroliers augmentent dans une moindre mesure (+9,1 %, CVS). Le prix moyen du baril de Brent augmente au deuxième trimestre (84,6 \$ soit +2 %).

De fait, les exportations totales progressent (+47,6 %, CVS), alors que les importations reculent (-1,5 %).

Un ralentissement également constaté dans les différents secteurs d'activité

En mai, la Martinique a été placée en situation de crise sècheresse pour la première fois de son histoire. Le Préfet de la Martinique a décidé de prendre des mesures¹ pour limiter les usages de l'eau afin de préserver la ressource. Les restrictions temporaires ont amené certaines entreprises à réduire leur activité, ce qui a nécessairement eu un impact économique.

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, l'activité fléchit ce trimestre. Les exportations de produits agricoles reculent (-16,8 %, CVS), principalement du fait de la forte baisse d'expédition de bananes (-21,7 %, CVS). Concernant la filière animale, l'abattage est également orienté à la baisse (-0,9 %, CVS). Les charges d'exploitation et les trésoreries se dégradent. Les effectifs, les délais de paiement, et les prévisions d'investissement se stabilisent.

L'activité diminue dans le secteur **des services aux entreprises**. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux que le trimestre précédent à déclarer une baisse de leur carnet de commandes. La trésorerie se dégrade ce trimestre, mais les charges d'exploitation et les délais de paiement s'améliorent.

Dans le secteur de **l'hôtellerie/tourisme**, l'activité est en progression sur le trimestre d'après l'enquête de conjoncture. À fin mai, le nombre de nuitées est en recul de 2,3 % (en cumul sur les 5 premiers mois de l'année). Les trésoreries et les délais de paiement s'améliorent, mais les charges d'exploitation se dégradent de nouveau ce trimestre. Les chefs d'entreprises interrogés manifestent des intentions d'investir plus marquées que le trimestre précédent.

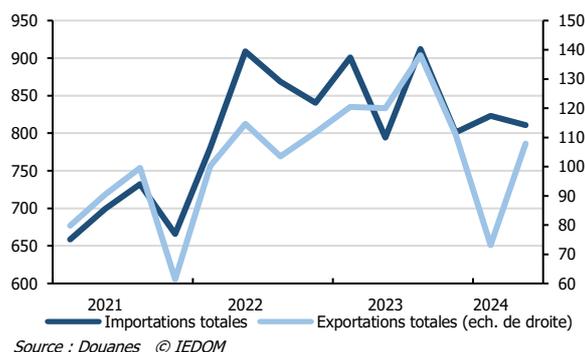
Dans le secteur du **commerce**, l'activité baisse encore ce trimestre et les chefs d'entreprise ne sont pas optimistes pour celui à venir. Les charges d'exploitation et les délais de paiement continuent de se dégrader. Les effectifs se sont renforcés et le solde d'opinion sur les intentions d'investir évolue favorablement.

L'activité progresse dans le secteur des **autres industries**, après la baisse enregistrée le trimestre précédent. Les prévisions d'investissement sont bien orientées et les effectifs se renforcent. En revanche, les indicateurs de liquidité des entreprises (trésoreries, délais de paiement) se dégradent.

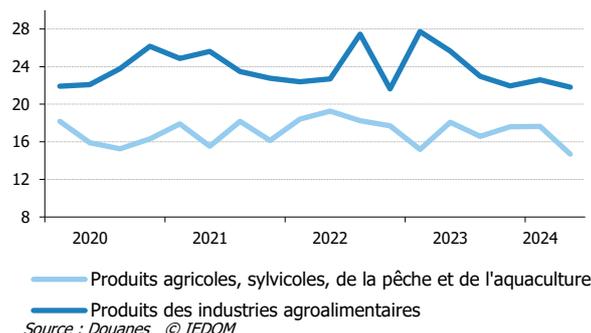
S'agissant du secteur du **BTP**, l'activité progresse légèrement, mais les prévisions pour le prochain trimestre sont défavorables. Le nombre de logements résidentiels autorisés à la construction est en recul (-38,1 % par rapport au trimestre précédent, CVS, et -18,7 % sur un an). À la fin du premier trimestre, les effectifs sont en baisse de 1,5 % sur un an (CVS). La trésorerie et les délais de paiement se dégradent. Le solde d'opinion relatif aux charges d'exploitation révèle une amélioration. Les prévisions d'investissement sont mal orientées.

¹ L'ensemble des mesures figure dans [l'arrêté préfectoral du 17 mai 2024](#).

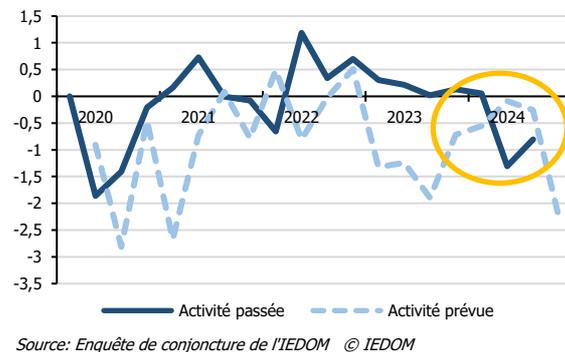
Échanges extérieurs (hors services)
(CVS, en millions d'euros)



Exportations de produits agricoles
et de produits agroalimentaires
(CVS, en millions d'euros)



Solde d'opinion sur l'activité des
entreprises du commerce



La conjoncture régionale et internationale

LA CARAÏBE FRAPPÉE PAR L'OURAGAN BÉRYL

Début juillet, l'ouragan Béryl, le plus précoce de catégorie 5 jamais enregistré dans l'Atlantique, a traversé les pays de la Caraïbe, provoquant de lourds dégâts. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer les conséquences économiques, les îles de la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ou encore la Grenade ont subi d'importants dommages.

Pour **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, à l'issue de la mission de consultation de 2024, le FMI révélait que l'île avait réussi à se remettre solidement des chocs récents grâce aux réponses politiques des autorités, aux projets d'investissement de grande envergure et à la croissance robuste du tourisme, alertant néanmoins sur la menace constante des catastrophes naturelles et du changement climatique, dans un contexte de dette publique encore élevée (la dette du secteur public atteint 87,3 % du PIB en 2023).

L'économie **jamaïcaine** a connu une croissance estimée à 1,9 % au cours du premier trimestre 2024, par rapport au premier trimestre 2023. Cela représente douze trimestres consécutifs de croissance. Ce résultat s'explique notamment par l'augmentation de la demande extérieure, et pas un climat de confiance des entreprises et des consommateurs plutôt bien orienté. La production agricole est également en progression. Le taux d'inflation global en avril 2024 est de 5,3 %, se situant dans la fourchette cible de la Banque centrale (entre 4,0 et 6,0 %), et est inférieur de 0,3 point de pourcentage au taux enregistré en mars 2024. En réponse à l'ouragan Béryl, l'ambassade des États-Unis en Jamaïque a annoncé près de 2,5 millions de dollars USD de soutien humanitaire, par l'intermédiaire de son agence pour le développement international (USAID).

S'agissant de **la Barbade**, les prévisions indiquent que le PIB augmentera encore d'environ 4 % en 2024, en raison des investissements réalisés dans les secteurs public et privé. L'inflation domestique devrait reculer à moyen terme, du fait notamment de la baisse des prix des matières premières. Le taux d'inflation moyen sur 12 mois devrait se modérer entre 3,5 et 4 % d'ici la fin de l'année 2024, soutenu par la baisse des prix de l'énergie.

Haïti devrait connaître une nouvelle année de croissance négative en 2024 (-1,8 %). Le FMI estime que le niveau d'inflation atteindra 23 % en 2024, après 44 % en 2023. Le secteur de l'habillement, qui est le plus grand pourvoyeur d'emplois dans le secteur privé formel, a rencontré des difficultés opérationnelles liées à l'insécurité et aux pénuries de carburant récurrentes, ce qui a eu des effets négatifs sur l'emploi.

Enfin, en **République dominicaine**, une croissance de 5,1 % est attendue pour 2024, portée par les effets retardés de l'assouplissement de la politique monétaire et par une augmentation des investissements publics. Au cours du premier semestre de l'année 2024, le gouvernement du pays aurait investi pour 1,1 milliard d'euros (1 % du PIB), soit une augmentation de 18 % en glissement annuel.

Sources : International Institute for Environment and Development, FMI, Ambassade des États-Unis en Jamaïque, Bank of Jamaica, The Planning Institute of Jamaica, Banque Centrale de la Barbade, Banque Mondiale, Eastern Caribbean Central Bank, DG Trésor

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE, MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement que prévu en avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du *World Economic Outlook* évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux États-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance a été en effet supérieur aux attentes dans de nombreux pays, et plus faible que prévu aux États-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont ainsi légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 sous l'effet du ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint un creux. Le FMI prévoit un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation des ménages en lien avec la hausse des salaires réels, et à une hausse des investissements productifs en faveur de l'assouplissement progressif de la politique monétaire en 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au 2^{ème} trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France